

Les « Indigné-e-s » français tentent de mobiliser à leur tour

► Parti d'Espagne, le mouvement de protestation a fait des émules en France, où 200 jeunes campent place de la Bastille à Paris depuis vendredi.

► À la veille du sommet du G8 à Deauville, des appels à la mobilisation ont été lancés dans plusieurs villes par des jeunes, militants associatifs ou citoyens « ordinaires ».

« Une révolution morale est nécessaire. Nous avons mis l'argent au-dessus de l'être humain, alors que nous devrions le mettre à notre service. » C'est ce qu'écrit un collectif de citoyens « indignés » de Bayonne dans un texte appelant à « camper » à partir de ce soir devant la mairie de leur ville. À Paris, depuis vendredi, ce sont de 150 à 200 jeunes qui se rassemblent tous les jours, en solidarité avec les manifestants espagnols qui occupent, depuis le 15 mai, la Puerta del Sol à Madrid pour dénoncer les effets du chômage et de la crise. À la veille de la réunion du G8, jeudi et vendredi à Deauville, des rassemblements similaires sont prévus à Toulouse, Perpignan, Bordeaux et Grenoble.

Le mouvement a débuté jeudi devant le consulat d'Espagne à Paris où des étudiants espagnols séjournant en France s'étaient donné rendez-vous. Il a rapidement été relayé par un certain nombre de collectifs regroupant de jeunes militants, classés plutôt à gauche, comme « Pas de Noms », « Génération précaire », « L'Appel et la pioche » ou encore le « Collectif du 21 avril ». Ils ont créé pour l'occasion un site Internet, « Réelle démocratie, maintenant » (<http://www.reelledemocratie.com>), du nom du mouvement espagnol.

« Ceux qui ont souffert de la crise financière, ce ne sont pas les banques, mais les précaires et les jeunes », justifie Julien Boucher, 33 ans, directeur du Mouvement d'animation culturelle et artistique de quartier (Macaq). « Notre système est à bout de souffle, la forte abstention et la montée du FN en témoignent », appuie Julien Bayou, 30 ans, cofondateur de Génération précaire et élu d'Europe Écologie-Les Verts. Pour ces jeunes qui se considèrent « abandonnés par un pouvoir politique qui ne les écoute pas », il devient urgent



Rassemblement de soutien place de la Bastille à Paris. Ces jeunes se considèrent « abandonnés par un pouvoir politique qui ne les écoute pas. »

de « sortir du fatalisme de cette société assénant sans cesse que l'on ne peut rien changer ». « Nos revendications ne sont pas illusoires. Nous voulons simplement avoir un travail, un logement et pouvoir nous projeter dans l'avenir après nos études », explique Julien Boucher.

Mi-mai, des milliers de personnes se sont retrouvées sur le plateau de Glières, en Haute-Savoie, haut lieu de la Résistance en 1944.

À un an de l'élection présidentielle, ils espèrent créer une dynamique dans le pays. Le taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes, et les dégâts de la crise financière dans l'opinion s'y prêtent. D'autant qu'en novembre 2010, une

étude de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) révélait un regain d'intérêt des jeunes pour la politique et confirmait une montée de la participation protestataire. Par ailleurs, dans la foulée du succès du livre de l'ancien résistant Stéphane Hessel *Indignez-vous !*, plusieurs initiatives « citoyennes » ont vu récemment le jour. Mi-mai, des milliers de personnes se sont retrouvées sur le plateau de Glières, en Haute-Savoie, haut lieu de la Résistance en 1944, pour « défendre les avancées sociales de l'après-guerre ». Elles y ont fait l'éloge du programme du Conseil national de résistance : Sécurité sociale, retraite par répartition, nationalisations, indépendance de la presse vis-à-vis des pouvoirs financiers.

Au même moment, une vingtaine d'associations et plusieurs personnalités « conscientes des attentes de la population » ont lancé un pacte

civique contenant 32 propositions à destination des candidats à l'élection présidentielle, afin de lutter contre les fractures démocratiques et sociales. Leur objectif : œuvrer pour une « société désirable » fondée sur quatre valeurs fondamentales : la créativité, la sobriété, la justice et

la fraternité. Pour Patrick Viveret, philosophe, signataire du pacte civique, nous sommes à « la fin du cycle du salut par l'économie. La logique imposée par les marchés financiers est devenue insoutenable au niveau social et écologique. » ●●●

(Lire la suite page 6.)

Les Indigné-e-s français tentent de mobiliser à leur tour

(Suite de la page 5.)

●●● Il est persuadé qu'une nouvelle société est en train d'émerger « sur le triptyque : solidarité-créativité-qualité démocratique » et en veut pour preuve le succès de l'économie sociale et solidaire, qui « a démontré qu'un autre monde est possible ».

C'est ce qui amène Jean-Baptiste de Foucauld, président de « Démocratie et spiritualité », à penser que la révolte espagnole peut trouver un écho dans notre pays. « En France, il y a depuis longtemps un mécontentement profond vis-à-vis d'un pouvoir politique insuffisamment à l'écoute, qui peut se transformer à n'importe quel moment en mouvement social », avance-t-il. Le contexte économique est toutefois différent entre les deux pays. « En France, le chômage des jeunes est de 25 % contre 45 % en Espagne », souligne ainsi Julien Bayou. Par ailleurs, « il n'y a pas eu chez nous de fortes mesures d'austérité contre lesquelles se mobiliser, analyse Jean Petaux, professeur à Sciences-Po Bordeaux. Il manque une occasion structurante pour créer un mouvement social de grande ampleur. » La forte mobilisation sur les retraites à l'automne dernier qui s'est terminée par un échec « a créé de la déception », rappelle enfin ce politologue, qui précise qu'« aucune mobilisation d'envergure n'a jamais eu lieu à un an d'une élection présidentielle ».